



36 membres du Conseil scientifique de la FME appellent à faire barrage à l'extrême-droite le 7 juillet en France, dans l'hexagone et dans les Outre-Mer

Notre collectif de chercheurs, enseignants-chercheurs, responsables d'institutions, ne peut rester silencieux face aux diverses menaces pesant sur les universités, les institutions dédiées à la recherche et à la culture mais aussi sur la jeunesse et sur nos étudiant.e.s. La victoire de l'extrême-droite rappellerait les heures les plus sombres de l'Histoire, en mettant gravement en danger la démocratie, le fonctionnement de nos institutions et l'État de droit. Nous condamnons également l'insupportable menace faite aux binationaux, le traitement inégalitaire des étudiants étrangers, la discrimination institutionnalisée, y compris envers les ressortissants des Outre-Mer, et dénonçons les mensonges qui cherchent à faire croire à la population que leur situation s'améliorera si l'on trouve des boucs-émissaires, des « Autres » à accabler.

Notre Conseil scientifique est celui de la FME, l'héritière directe des instances créées à la faveur de la Loi Taubira adoptée et promulguée par l'Assemblée Nationale en mai 2001. Depuis 2005, tous les membres qui y ont été nommés n'ont eu de cesse de favoriser une meilleure connaissance du passé esclavagiste, des traites, de ses ramifications. Ils l'ont fait avec une conscience aiguë de la nécessité de faire connaître et de mieux comprendre une histoire complexe qui a construit la France d'aujourd'hui et qui a donné un sens profond aux principes républicains de Liberté, Égalité, Fraternité. En ne cédant pas au simplisme d'un récit national linéaire et mensonger, nous nous exposons aux accusations disqualifiantes de « wokisme ». C'est là l'un des angles d'attaques du Rassemblement National et de ses leaders dans leur travail de démantèlement des libertés académiques. Contre leurs objectifs révisionnistes, nous tenons à maintenir une recherche qui œuvre à faire comprendre la construction historique, sociale et politique de formes contemporaines de domination, de discriminations ou du racisme. Or, penser l'histoire dans sa complexité favorise un meilleur enseignement de l'histoire de l'esclavage, des traites et des colonies à l'école et à l'université.

Notre mission a été comprise ou tout au moins respectée par l'ensemble des gouvernements des deux dernières décennies. Notre travail collectif sur l'histoire de l'esclavage et des traites a contribué à la lutte contre le racisme et les discriminations, par les voies de l'éducation, de la culture et de la recherche. Il relève d'un intérêt public et politique majeur, même si ces politiques ont été insuffisantes, nous en avons conscience. Le travail amorcé par la FME depuis vingt ans est directement menacé : le Rassemblement national est un parti politique forgé par des nostalgiques du régime de Vichy et de l'Empire colonial, par des personnes condamnées pour leurs propos racistes et antisémites et par des élus qui se sont opposés

à la commémoration de l'abolition de l'esclavage. Signalons que Jordan Bardella lui-même fait partie des 23 députés français à s'être opposés à la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité en 2020 au Parlement Européen.

Une meilleure connaissance de l'histoire de la traite, de l'esclavage et de leurs conséquences rend les citoyens plus conscients des indispensables principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Or, tant dans l'hexagone que dans les Outre-Mer, les discours de l'extrême-droite et ses mensonges envahissent aussi les cœurs et les esprits. Partout se répand l'illusion que l'ensemble des problèmes rencontrés dans l'accès aux services publics, les formes de relégation sociale, les inégalités seront réglés en excluant les plus fragiles que soi : les Haïtiens en Guadeloupe ou en Guyane, les Sainte-Luciens en Martinique, les Comoriens à Mayotte, les Mahorais à la Réunion.

Notre conseil scientifique est à l'image de la France plurielle forgée par l'histoire et c'est là, outre le travail que nous menons et les principes que nous portons, l'une de nos fiertés. C'est avec une profonde conviction que nous appelons chaque citoyenne et chaque citoyen à se mobiliser contre l'extrême-droite et à lui faire barrage le 7 juillet en France, dans l'hexagone comme dans les Outre-Mer.

1. Audrey Célestine, présidente du Conseil Scientifique de la FME
2. Antonio de Almeida Mendes, membre du Conseil Scientifique de la FME
3. Claire Andrieu, membre du Conseil Scientifique de la FME
4. Magali Bessone, membre du Conseil Scientifique de la FME
5. Carlo Celius, membre du Conseil Scientifique de la FME
6. Myriam Cottias, membre du Conseil Scientifique de la FME
7. André Delpuech, membre du Conseil Scientifique de la FME
8. Julie Duprat, membre du Conseil Scientifique de la FME
9. Prosper Eve, membre du Conseil Scientifique de la FME
10. Romuald Fonkoua, membre du Conseil Scientifique de la FME
11. Charles Forsdick, membre du Conseil Scientifique de la FME
12. Cécile Fromont, membre du Conseil Scientifique de la FME
13. Malick Ghachem, membre du Conseil Scientifique de la FME
14. Tina Harpin, membre du Conseil Scientifique de la FME
15. Jean Hebrard, membre du Conseil Scientifique de la FME
16. Paulin Isnard, membre du Conseil Scientifique de la FME
17. Anne Lafont, membre du Conseil Scientifique de la FME
18. Elisabeth Landi, membre du Conseil Scientifique de la FME
19. Sébastien Ledoux, membre du Conseil Scientifique de la FME
20. Bruno Maillard, membre du Conseil Scientifique de la FME
21. Bernard Michon, membre du Conseil Scientifique de la FME

22. Jean Moomou, membre du Conseil Scientifique de la FME
23. Stéphanie Mulo, membre du Conseil Scientifique de la FME
24. M'Hamed Oualdi, membre du Conseil Scientifique de la FME
25. Olivette Otele, membre du Conseil Scientifique de la FME
26. Yolaine Parisot, membre du Conseil Scientifique de la FME
27. Frédéric Régent, membre du Conseil Scientifique de la FME
28. Dominique Rogers, membre du Conseil Scientifique de la FME
29. Marie-Jeanne Rossignol, membre du Conseil Scientifique de la FME
30. Éric Saugera, membre du Conseil Scientifique de la FME
31. Éric Saunier, membre du Conseil Scientifique de la FME
32. Jean-Marie Théodat, membre du Conseil Scientifique de la FME
33. Ibrahima Thioub, membre du Conseil Scientifique de la FME
34. Salah Trabelsi, membre du Conseil Scientifique de la FME
35. Françoise Vergès, membre du Conseil Scientifique de la FME
36. Catherine Vidrovitch, membre du Conseil Scientifique de la FME

LA FONDATION POUR LA MEMOIRE DE L'ESCLAVAGE

La Fondation pour la mémoire de l'esclavage est une fondation reconnue d'utilité publique, privée et autonome, créée en novembre 2019 qui agit pour l'intérêt général et la cohésion nationale. Son action est soutenue par l'Etat et des partenaires privés qui partagent son projet. Elle agit en collaboration avec la société civile, les territoires, le monde de la recherche, de la culture, des médias et de l'éducation pour transmettre l'histoire de l'esclavage mais aussi parler de ses héritages, par la culture, et pour la citoyenneté. La FME est présidée par Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre.

Site Internet www.memoire-esclavage.org

Réseaux sociaux



Contact Presse FME : Armelle CHATELIER, Responsable communication
communication@fondationesclavage.org / 06 88 17 68 25